

Débat de politique départemental

**Chômage, retraites...  
des réformes lourdes de conséquences pour notre collectivité ?**

**Intervention de Sophie HERVE**

Sans négliger les conséquences lourdes que les réformes gouvernementales entraînent et risquent d'entraîner davantage sur le budget et le fonctionnement de notre collectivité, je pense d'abord aux conséquences néfastes qu'elles entraînent pour nos concitoyens.

Rien que la seconde réforme en un an de l'assurance chômage, qui prend effet au 1<sup>er</sup> février prochain en entraînant un second durcissement des indemnités relatif cette fois à leur durée, après avoir revu à la baisse leurs montants l'année dernière, va faire sortir de l'indemnisation, au bas mot, 300.000 demandeurs d'emploi.

Au prétexte que cela réglerait les difficultés de recrutement dans certains secteurs. Bah voyons !

C'est une vieille lune du patronat qui voudrait que les allocations chômage soient un frein au retour à l'emploi. Elle est pourtant contredite par toutes les études sérieuses qui ont démontré l'inverse.

C'est justement lorsque l'on est correctement indemnisé que l'on a le temps de retrouver un emploi ou une formation qui nous correspondent.

Et croire que sous la pression de la perte d'indemnisation, chaque demandeur d'emploi pourrait se transformer sous la contrainte en chauffeur routier, en plombier, en aide-soignante est clairement un mensonge.

Mais peu importe, ces gouvernements Macron ne sont plus à un mensonge près.

Quant à la réforme des retraites, au-delà des injustices qu'elle entraînerait, il est évident qu'elle générerait une progression de la précarité notamment pour les personnes se retrouvant sans emploi après 55 ans.

Mais là aussi, peu lui importe, la doctrine libérale prône sur les réalités.

A l'arrivée, toutes ces réformes conduisent directement à alimenter la pauvreté, la précarité, les précarités, dans un pays qui bat pourtant des records de richesse.

Et pendant que le budget de la Nation est désormais prioritairement tourné vers la satisfaction des plus riches et le soutien aux entreprises, ceux des collectivités sont priés de gérer les dégâts collatéraux.

Rien que les aides publiques aux entreprises mobilisent 157 Milliards sur le budget de l'Etat, 1/3 de son budget, deux fois celui consacré à l'Education.

Comme de bien entendu, dans le même temps, on laisse les collectivités se débrouiller et gérer la misère. Enfin sauf celles qui ne peuvent plus assumer parce que les mises sous tutelle massives feraient désordre.

DGF réévaluée en dessous de l'inflation, quand elle n'est pas purement supprimée pour certaines collectivités, contribution forcée ponctionnée dans les budgets locaux au titre du redressement des finances de l'Etat, dotations réduites et encadrement des dépenses, suppression de la Taxe d'Habitation après celle de la Taxe Professionnelle. Exonération partielle de la Taxe foncière due par les entreprises... et j'en passe.

Arrêtez le massacre !

Les exemples se succèdent depuis 15 ans. Progressivement les politiques décidées à l'encontre des collectivités locales visent à nous affaiblir pour nous ôter notre capacité à agir localement.

Ah si toutes les collectivités devaient être contrainte à appliquer les mêmes politiques au rabais, se contentant d'accompagner les décisions et choix de l'Etat ! Se serait parfait !

C'est cela dont il s'agit.

Ce que j'aurai toujours du mal à comprendre, c'est la manière dont on peut s'alarmer localement, dénoncer, gémir tout en réaffirmant son soutien nationalement à ceux qui se rendent coupables par leurs décisions de ce que nous subissons aujourd'hui.

Pour notre part, nous continuons, en cohérence, à prôner un changement de modèle, plus juste et plus humain.

Par une répartition équitable des richesses produites par tous.

- Plus personne en dessous du seuil de pauvreté
- Un droit à la retraite pendant que l'on est encore en bonne santé
- Des salaires qui permettent de vivre décemment
- Une répartition du travail par notamment la mise en place de la semaine de 32 heures.

Les pays où le temps de travail est le moins élevé sont aussi ceux qui affichent le taux de chômage le plus faible.